

L'Égypte un an après la destitution de Morsi

Un an après la destitution du président Mohammed Morsi, élu démocratiquement, la réussite de la transition en Égypte semble de plus en plus délicate. Cependant, l'engagement continu, y compris celui de la Suisse, demeure vital étant donné que le destin de ce pays pivot de l'Afrique du Nord peut avoir d'importantes répercussions en Europe.

Par Lisa Watanabe

Avec l'élection d'Abdel Fattah el-Sisi comme nouveau président de l'Égypte, la transition égyptienne semble menacée par la génération d'un ordre politique qui rappelle de manière inquiétante l'ère Moubarak. L'armée conserve une influence politique et une autonomie considérables. De plus, les autorités intérimaires ont été impliquées dans la violente suppression des Frères musulmans et de leurs partisans, ce qui a entraîné des contre-attaques de la part de ce qui apparaît être l'opposition islamiste. Les autorités ont répondu par des mesures répressives qui risquent de provoquer des violences supplémentaires et ont déjà érodé beaucoup d'acquis démocratiques de la révolution de 2011.

Non seulement les origines des principaux griefs socio-économiques qui ont mené à la révolution de 2011 n'ont pas disparu, mais une détérioration a eu lieu l'année dernière, aggravant les problèmes économiques générés par la révolution. De nombreux Égyptiens espèrent que le nouveau président sera capable d'apporter la stabilité nécessaire à la reprise économique. Cependant, le chemin sera difficile pour el-Sisi. Les réformes structurelles nécessaires pour améliorer la santé à long terme de l'économie égyptienne pourraient rencontrer une opposition considérable, surtout de la part de l'armée. À l'heure actuelle, le généreux soutien des États du Golfe a permis à ces réformes d'être différées.

En effet, les liens entre l'Égypte et plusieurs États du Golfe, et particulièrement



Un partisan des Frères musulmans crie des slogans contre l'armée pendant une manifestation au Caire en Janvier 2014. *Amr Abdallah Dalsh / Reuters*

l'Arabie Saoudite, ont été renforcés au cours de la dernière année. Ce qui présente un contraste avec les relations tendues avec les États-Unis et l'UE suite au coup d'État et les violations des droits de l'homme ultérieures. Mais l'importance de l'Égypte pour l'accès stratégique des États-Unis au golfe Persique, l'amélioration des relations entre Israël et le monde arabe et la sécurité européenne rend un engagement continu crucial, même si cela est difficile. Ce n'est pas moins le cas pour la Suisse. L'Égypte, avec la Tunisie, constitue un point central du programme de la Suisse pour l'Afrique du Nord, mis en place en 2011 afin de soutenir les transitions.

Des bases du pouvoir résurgentes

Bien que l'armée égyptienne ait remis le pouvoir à un président par intérim et un gouvernement civil suite à la chute de l'ancien président égyptien Mohammed Morsi, elle a conservé son influence. En juillet 2013, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a désigné un président par intérim et un gouvernement civil a été nommé. Une feuille de route qui prévoyait la révision de la Constitution et des élections présidentielles et législatives en 2014 a été adoptée. La nouvelle Constitution préserve les intérêts de l'armée et son autonomie, ainsi que ceux d'autres institutions de l'État. Elle garantit l'approbation finale du CSFA pour



les désignations au poste de ministre de la Défense, exempte l'armée d'un contrôle parlementaire approfondi et permet que des civils soient jugés par des tribunaux militaires. L'élection d'el-Sisi, auparavant Commandant en chef des Forces armées égyptiennes et ministre de la Défense du 12 août 2012 au 26 mars 2014 et qui a également joué un rôle clé dans la chute de Morsi, a renforcé l'influence de l'armée qui maintient encore sa capacité à agir en tant qu'arbitre dans la transition.

On a également assisté l'année dernière à l'ouverture initiale du contrat de l'espace politique et de nombreux acquis en termes de droits de l'homme ont été érodés, même si la Constitution de 2014 prévoit en théorie des améliorations en ce qui concerne la protection des droits de l'homme. Le ministre de l'Intérieur a rétabli certains des départements les plus controversés qui avaient été supprimés après la révolution de 2011, comme l'Unité des enquêtes pour la sécurité de l'Etat qui comporte des divisions qui enquêtent sur les groupes islamistes et les groupes d'opposition. La répression des autorités s'est surtout concentrée sur les Frères musulmans et ses partisans. L'organisation a été interdite et désignée comme étant une organisation terroriste. Les dirigeants clés des Frères musulmans, y compris Morsi, ont été arrêtés et sont en train d'être jugés. Des milliers de personnes ont été tuées et blessées au cours de la dernière année. En mars 2014, pour participer à la prise d'un poste de police, qui a laissé un policier mort, 529 Égyptiens ont été condamnés à mort lors de procès collectifs, puis 683 personnes ont été

condamnées à mort le mois suivant ce qui a provoqué la critique internationale. Depuis, 396 des 529 et 496 des 683 ont été acquittés. Des doutes quant à l'indépendance judiciaire, renforcé par de telles condamnations à mort pourraient retarder le retour de près de 700 millions de CHF (791 millions de dollars) d'actifs appartenant à des Égyptiens associés au régime de Moubarak qui avaient été gelés par les autorités suisses en 2011. La répression à l'encontre des Frères musulmans et de ses adhérents a également entraîné des représailles de la part des forces islamistes, visant essentiellement les forces de sécurité égyptiennes.

L'utilisation de mesures répressives pour étouffer la contestation a également visé l'opposition non islamiste. Depuis novembre 2013, une «loi relative aux manifestations» interdit les rassemblements de plus de dix personnes sans permission préalable de la police et permet à la police d'empêcher les rassemblements considérés comme une menace pour l'ordre public. De telles restrictions à la liberté de rassemblement ont provoqué des protestations supplémentaires, tout comme des arrestations et de sévères condamnations. A la mi-juin 2014, un célèbre militant en faveur de la démocratie, souvent associé à la chute de Moubarak, a été condamné à 15 ans de prison pour violation de la loi et d'autres charges. La liberté de la presse a également décliné depuis juillet 2013, avec des restrictions portant sur le fait de filmer et couvrir les procès des Frères musulmans et de Morsi.

La forte polarisation et la violence politique seront probablement peu atténuées

par el-Sisi, qui a déjà affirmé que les Frères musulmans ne pourront pas jouer un rôle lors des élections législatives. La réconciliation entre le régime et les Frères musulmans est peu probable à court terme, avec une stabilité due à la répression plutôt qu'au dialogue politique et à l'inclusion. La manque de l'inclusion étant l'une des raisons majeures pour la crise politique qui a provoqué la destitution de Morsi. La manière dont les forces politiques rempliront l'espace créé par l'interdiction des Frères musulmans et dont évolueront les relations entre l'armée et el-Sisi sera cruciale pour la transition politique de l'Égypte.

Équilibrer les intérêts économiques

Bien qu'on n'assiste plus à une contraction de l'économie égyptienne, les problèmes économiques abondent. Le chômage, qui est le plus élevé parmi la jeunesse égyptienne, a augmenté depuis juillet 2013, tout comme la pauvreté qui est plus forte dans les zones rurales. Les réserves de change sont toujours basses en raison de la baisse du tourisme (qui représentait 10 pour cent de la main d'œuvre à l'époque de la révolution) et de l'investissement étranger direct ainsi que de la fuite des capitaux. La dépréciation de la livre égyptienne a rendu les importations plus difficiles. Cependant, l'Égypte est dépendante des importations des produits de base, incluant la nourriture et l'essence. La dette publique et la dette extérieure sont élevées. Les subventions du gouvernement pour la nourriture et les carburants se situent entre 20 et 29 pour cent des dépenses publiques. De plus, le paiement des intérêts de la dette publique a évincé le secteur privé, découragé la croissance, la création d'emplois et l'investissement qui sont essentiels pour atténuer les griefs socio-économiques qui ont mené à la révolution.

L'aide non liée de la part de plusieurs pays du Golfe peut permettre à l'Égypte de différer pour l'instant des réformes économiques difficiles. Après la destitution de Morsi, le Fonds monétaire international (FMI) a reporté des négociations avec l'Égypte concernant un prêt du FMI, incitant l'Égypte à se tourner vers les Etats du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis (EAU) qui sont tous les deux de fermes partisans d'el-Sisi, de l'armée et de l'élimination des Frères musulmans. Le financement du Golfe allège la pression de la balance des paiements, ainsi que la pression du taux de change sur la livre égyptienne. Par ailleurs, l'Arabie Saoudite et les EAU négocient actuellement un programme d'aide financière de 20 milliards de dollars pour stimuler l'éco-

nomie égyptienne et soutenir le nouveau gouvernement. L'Arabie Saoudite aurait soumis un soutien financier continu à l'accession au pouvoir d'el-Sisi. Il se peut que cela permette à l'économie égyptienne de rester à flot. Cependant, une question clé sera de savoir si cela aidera à aborder les griefs socio-économiques du peuple égyptien qui dépend des réformes économiques de manière fondamentale.

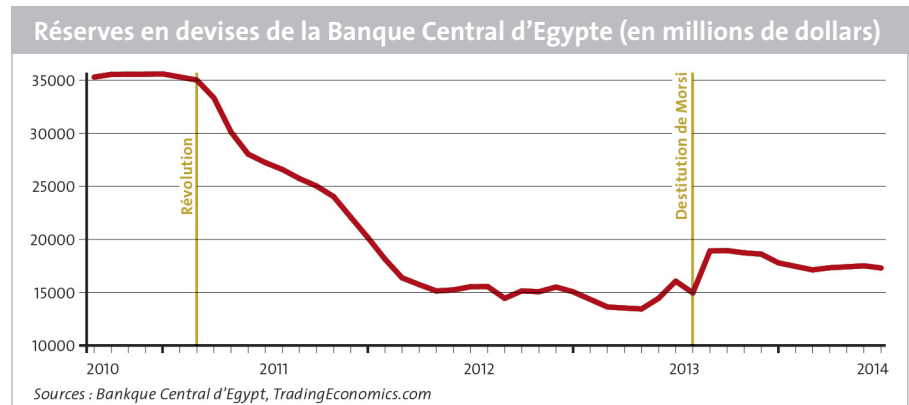
Des intérêts fortement ancrés risquent également d'empêcher les réformes. Sous la politique d'«ouverture économique» de Moubarak, la croissance du secteur privé était accompagnée d'une concentration du capital. Un petit nombre d'individus et de familles, telle que la famille Sawiris, qui possédaient des intérêts dans la construction, le tourisme et les télécommunications, et qui investissaient, inter alia, en Suisse, ont pris le contrôle de larges pans de l'économie. Cependant cette richesse n'a pas réussi à se propager au reste de la société. L'élite d'affaires semble soutenir el-Sisi dans l'espoir qu'il apportera la stabilité au pays et qu'il sera plus favorable à ses intérêts que ne l'était Morsi. Cette élite se méfiait des Frères musulmans et devenait réticente à investir dans l'économie égyptienne. Orascom Construction Industries (OCI), la plus grande entreprise du secteur privé, a annoncé son intention de quitter l'Égypte au début de l'année 2013, les principaux acteurs d'Orascom étant la famille Sawiris. Cela a été uniquement possible après que l'entreprise ait payé des impôts s'élevant à 1 milliard de dollars. Toutefois, el-Sisi devra également garantir qu'une reprise écono-

L'Arabie Saoudite occupe une position clé dans les relations extérieures de l'Égypte.

mique ne profite pas uniquement à une élite d'affaires mais également à une plus large partie de la société. El-Sisi devra également soutenir l'armée qui a des intérêts économiques profondément ancrés. Les militaires détiennent 90 pour cent des terres en Égypte et elle est impliquée dans des projets d'infrastructure et de production de biens civils. Alors qu'il n'existe pas de chiffres officiels concernant ses recettes, certains estiment qu'elles s'élèvent à 40 pour cent du PIB de l'Égypte. De plus elle a coutume d'agir selon ses propres règles.

Le partenariat avec les Etats-Unis

Alors que l'Occident a été la majeure source d'aide, d'investissement, de transfert de



technologie, d'armement et de savoir vers l'Égypte, on ne peut plus dire que ce soit la principale source d'aide ou d'influence en Égypte aujourd'hui. Le partenariat stratégique entre l'Égypte et les États-Unis a été soumis à des tensions depuis la destitution de Morsi. Les États-Unis ont fourni une aide militaire à l'Égypte depuis les années soixante-dix pour sécuriser l'accès au golfe Persique à travers le canal de Suez ainsi que les installations militaires égyptiennes et pour maintenir le traité de paix de 1979 entre l'Égypte et Israël. Dans le cadre du traité, l'armée égyptienne reçoit 1,3 milliard de dollars d'aide annuelle de la part des États-Unis, comprenant la formation d'officiers égyptiens dans des collèges militaires américains (el-Sisi en personne a fréquenté le US Army War College en 2006) et des ventes d'armes à l'Égypte. L'Égypte obtient également une aide économique de la part des États-Unis, mais la dimension militaire du programme d'aide demeure plus significative. L'aide militaire, hormis celle destinée à la lutte contre le terrorisme, a été suspendue en raison des restrictions que les États-Unis ont apportées à l'aide accordée aux pays dans lesquels il y a eu des coups d'État.

En partie en réponse aux tensions de la relation entre les États-Unis et l'Égypte, celle-ci a tenté de diversifier ses partenaires stratégiques. L'Arabie Saoudite occupe désormais une position clé dans les relations extérieures de l'Égypte. Sa capacité et sa volonté à fournir une aide étrangère généreuse ainsi que son intérêt partagé pour l'élimination des Frères musulmans et pour empêcher une aggravation de la situation en matière de sécurité au Sinaï en ont fait des alliés fermes, marginalisant au contraire le Qatar et la Turquie. L'Égypte a égale-

ment montré un intérêt pour une coopération militaire et économique plus proche avec la Russie. Les deux États discutent d'un contrat d'armement d'une valeur de 2 à 3 milliards de dollars, soi-disant financé par l'Arabie Saoudite et les EAU afin de pallier le manque d'équipement suite à la suspension partielle de l'aide américaine. L'Égypte demeure toutefois dépendante des États-Unis pour la formation, l'équipement militaire et les pièces de rechange, ce qui met en question la viabilité d'une coopération plus étroite entre l'Égypte et la Russie.

En fait, le partenariat entre l'Égypte et les États-Unis demeure crucial, pas seulement pour l'Égypte mais également pour les États-Unis. Malgré les inquiétudes du Congrès sur les violations des droits de l'homme et leur potentiel de radicalisation des islamistes en Égypte, l'armée américaine, en particulier le Commandement central des États-Unis (USCENTCOM), constitue un lobby puissant pour la poursuite de l'aide militaire. L'administration américaine semble tenter de trouver un équilibre entre les intérêts stratégiques d'une part et les préoccupations concernant la démocratie et les droits de l'homme d'autre part. Une reprise de la totalité de l'aide aura certainement lieu en 2014 si les conditions sont remplies. 575 millions de dollars de fonds gelés ont été débloqués deux semaines après l'inauguration d'el Sisi.

De même que l'armée américaine, Israël a un vif intérêt à la poursuite de l'aide militaire américaine pour l'Égypte, en raison de son lien avec le maintien du traité de paix de 1979 et de sa contribution à la lutte contre le terrorisme menée par l'Égypte dans le Sinaï. Depuis la destitution de Morsi, l'armée égyptienne a déployé des hélicoptères Apache, des tanks et des véhi-

Crise en Egypte (2011–2014)

26–28 mai 2014	Abdel Fattah el-Sisi remporte l'élection présidentielle avec 96,91% des voix
Mars/avril 2014	Plus de 1000 partisans de Morsi condamnés à mort
17–18 janvier 2014	La nouvelle Constitution est approuvée par 98,1% des votants
4 novembre 2014	L'ancien président Morsi accusé de complicité de meurtre
8 octobre 2013	Les Etats-Unis suspendent partiellement leur aide militaire à l'Egypte
23 septembre 2013	Les Frères musulmans sont interdits de toute activité en Egypte et une ordonnance de confiscation de leurs actifs est publiée
14 août 2013	Les forces de sécurité dispersent brutalement des Frères musulmans; par la suite, affrontements tuent plus de 1000 personnes
16 juillet 2013	Nouveau cabinet de transition assermenté, dirigé par le Premier ministre el-Beblawi et le vice-Premier ministre et ministre de la Défense el-Sissi
3 juillet 2013	Coup d'état contre Morsi; dirigeants des Frères musulmans sont arrêtés
30 juin 2012	Mohammed Morsi devient président, après avoir remporté 52% des voix contre le dernier premier ministre de Moubarak, Ahmed Shafiq (48%)
1 février 2012	Affrontements à Port Saïd, avec 79 décès et quelques 1000 blessés; troubles au Caire et à d'autres villes
28 novembre 2011	Les Frères musulmans remporte 47,5% des sièges dans le Parlement,
–11 Janvier 2012	suivi par le parti salafiste, Al-Nour (24,3% des sièges)
19 mars 2011	Référendum constitutionnelle acceptés par 77,2% des votants
10–11 février 2011	Le président Hosni Moubarak est chassé du pouvoir; le Conseil suprême des forces armées (CSFA) sous le feld-maréchal Tantawi prend le contrôle
25 janvier 2011	Des manifestations de masse commence à la place Tahrir, au Caire

cules de transport de troupes blindés dans les zones démilitarisées du Sinaï avec la permission d'Israël. Cette coopération avec Israël apparaît être née à un niveau d'opération avec les militaires égyptiens et israéliens et les services de renseignements qui travaillent ensemble. En plus des opérations militaires plus concertées de l'Egypte au Sinaï, utilisées pour lancer des attaques contre Israël, Israël verra probablement les nouvelles autorités égyptiennes de manière plus favorable en raison de leur position plus dure par rapport au Hamas qui a gouverné la bande de Gaza depuis 2007 ainsi que leurs efforts pour détruire les tunnels de contrebande qui relient la bande de Gaza à l'Egypte. Les relations américano-égyptienne pourrait devenir encore plus critique dans le crainte que le groupe islamiste radical «l'Etat islamique d'Irak et de Sham» (ISIS) puisse déstabiliser la région.

Quel rôle pour l'Europe?

Alors que les Etats-Unis pourraient réussir à maintenir des relations fortes avec l'Egypte, malgré les efforts de cette der-

nière pour diversifier ses relations, l'UE devra probablement lutter pour maintenir l'influence discutabile qu'elle a eue. L'UE a été incapable de faire avancer l'implémentation de son plan d'action avec l'Egypte dans le cadre de sa Politique européenne de voisinage (PEV), qui a été révisée suite aux soulèvements arabes pour aider à soutenir les transitions. Bien qu'elle reste engagée, elle attend de voir que la feuille de route soit intégralement remplie et que les droits humains et les règles légales soient respectés. Ayant revu sa PEV et adopté le principe «more for more» qui a renforcé la conditionnalité politique, elle se trouve dans une position particulièrement difficile, l'aide qu'elle peut fournir afin d'encourager des réformes démocratiques est faible par rapport à celle amenée par les pays du Golfe. De plus, l'Egypte a fait preuve de peu d'intérêt pour des relations commerciales plus approfondies avec l'Europe, ce qui est une chose sur laquelle l'UE aurait dû pouvoir capitaliser puisque l'UE était encore le plus grand partenaire commercial de l'Egypte en 2012.

L'environnement opérationnel en Egypte est également un défi pour la Suisse. L'accent qu'elle a mis sur le fait de répondre aux besoins et demandes d'aide au niveau de la base ainsi que sa mise à disposition de financements déliée aux réformes démocratiques signifie qu'elle a été capable de rester engagée l'année dernière. Cependant, dans le contexte du programme suisse pour l'Afrique du Nord, les évolutions récentes requerront un niveau d'intervention plus bas qu'il ne l'aurait sinon été et une révision des attentes au niveau de ce qui peut concrètement être réalisé. Le climat politique dans le pays ainsi que les intérêts ancrés au sein de l'Etat pourraient rendre les progrès dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme particulièrement difficiles. La restitution rapide d'actifs illicites, comme déjà mentionné, pourrait être plus longue que l'on espérait. De plus, les efforts pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité n'auront certainement pas les faveurs des nouvelles autorités égyptiennes et pourraient rencontrer des résistances au sein des services de sécurité de l'Etat. Il est improbable d'obtenir des résultats à court terme dans ce domaine. Sur une note plus positive, il est probable que plus de progrès seront faits dans le domaine du développement économique et de la création d'emplois.

Malgré les difficultés, les évolutions depuis la destitution de Morsi confirment la nécessité de poursuivre l'engagement en Egypte, surtout en relation avec la promotion des droits de l'homme et le renforcement de la société civile. En effet, il est désormais clair que la transition de l'Egypte sera certainement longue et qu'un soutien constant sera nécessaire. Le programme de la Suisse pour l'Afrique du Nord était à l'origine censé durer jusqu'à 2016 avec un budget annuel d'environ 60 millions de CHF. Une prolongation du financement au-delà de 2016 est attendue et sera certainement nécessaire.

Dr Lisa Watanabe est Senior Researcher dans l'équipe du think tank «Swiss and Euro-Atlantic Security» au Centre d'études de sécurité (CSS) à l'ETH Zurich et auteur de «*Sinking in Shifting Sands: The EU in North Africa*» (2014) et de «*Eine neue Schweizer Nordafrikapolitik*» (2013); et coauteur de *Critical Turning Points in the Middle East, 1915–2015* (Palgrave Macmillan 2011).

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétences en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri
Traduction: Consultra; Relecture: Lisa Watanabe
Layout et graphiques: Miriam Dahinden
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Indonésie: les défis du nouveau gouvernement No 157
La Chine dans l'océan Indien No 156
La renaissance militaire du Japon No 155
La Bundeswehr 2014 – entre Kaboul et la Crimée No 154
L'Arabie saoudite à l'épreuve No 153
La réforme militaire russe: progrès et difficultés No 152